



Arjowiggins – Stora Enso – Condat – UPM...

Non à la casse de l'industrie du papier-carton

NATIONALISATION !

**Les salariés de la filière papetière se retrouvent le 26 juin à 12 h 30
place de la Bastille près du ballon de la Filpac CGT**

Les usines ArjoWiggins France, UPM Docelles, Stora Enso Corbehem, Gascogne sont menacées de fermeture. Pourquoi ? Parce que les actionnaires de ces groupes, comme les chiens truffiers, flairent les affaires : ils vont là où ils peuvent faire de l'argent plus vite que dans l'industrie. Et ils se retrouvent à spéculer sur les marchés financiers, à se réfugier dans la distribution ou à investir là où la main d'œuvre est quasi gratuite... En somme, ils se précipitent là où l'espérance de profit immédiat est la plus forte. Donc ils négligent, ignorent, et rejettent les besoins réels en papier-carton, qui ne se démentent pas...

Les salariés de ces usines n'acceptent pas !

Les actionnaires et dirigeants des groupes auraient le droit absolu de fermer les usines et de détruire les emplois par le simple fait qu'ils sont détenteurs des titres de propriété. Ils disposent de plus de pouvoir que les rois d'antan, parce qu'ils n'ont aucun compte à rendre à aucun tribunal ! Les salariés, qui créent, entretiennent et développent la valeur ajoutée dans ces entreprises devraient, eux, sans rien dire, faire leur valise, parce qu'un état-major lointain, inaccessible, inconnu l'a décrété sans aucun recours ?

Payer pour être licenciés ?

Valls, comme Sarkozy hier, usent de leur pouvoir politique pour conforter les intérêts des seuls patrons de la Finance et des groupes transnationaux. Aucune mesure n'est prise contre le chômage, contre les licenciements, pour sauvegarder l'emploi et préserver les territoires de la désertification. Toute la puissance publique est requise pour exonérer les patrons de cotisations sociales et fiscales en nombre exorbitant. Dans le même temps, les actifs, chômeurs et retraités sont réquisitionnés pour payer la facture à la place des employeurs. **En somme, les salariés payent leurs patrons pour avoir le droit d'être licenciés.**

Toute leur politique spéculé sur la peur... Notre perspective est celle de l'espoir !

Personne parmi les salariés n'est d'accord pour subir l'incertitude du lendemain. Alors, pourquoi toutes ces destructions sont-elles possibles ? Parce que les licenciements sans entrave et le chômage de longue durée constituent une arme absolue entre les seules mains des détenteurs des capitaux.

Pourtant, les salariés, groupés en lutte et dans leurs syndicats détiennent une alternative globale à cette logique de destruction. Puisque les collectifs de travail connaissent, contrôlent et sauvegardent les outils de travail en fonction des besoins réels, l'avenir des entreprises doit leur appartenir.

C'est cette légitimité des salariés qui repose de nouveau la question de la nationalisation. Il ne s'agit pas seulement de mettre hors d'état de nuire les spéculateurs, il s'agit d'abord de faire tourner la filière dans le bon sens : celui de la satisfaction des besoins réels en papier-carton, des emplois et des sites industriels.

Les syndicats de la Filpac CGT revendiquent, comme mesure immédiate de sauvegarde, la nationalisation des entreprises menacées dans la filière Papier-Carton. Les propriétaires qui déclarent forfait doivent être sanctionnés et déchus de leurs titres de propriété. Ce sont les salariés qui doivent avoir accès aux décisions sur l'avenir de leurs entreprises !

Les salariés de la filière papetière se retrouvent le 26 juin à 12 h 30 place de la Bastille près du ballon de la Filpac CGT